



Ambassade de la République du Burundi

en Italie

**Allocution du Représentant Permanent de la République du Burundi auprès de la
FAO à Rome.**

Monsieur le Président de la Conférence,

Monsieur le Directeur Général,

Madame et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Président Indépendant du Conseil,

Mesdames et Messieurs les Représentants Permanents,

Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie Monsieur le Président de la Conférence de m'accorder la parole. Je saisis cette opportunité pour joindre ma voix à celles des autres qui ont pris la parole avant moi pour vous adresser, au nom de la Délégation du Burundi et en mon nom personnel, nos sincères félicitations pour votre élection méritée et pour la manière efficace dont vous dirigez nos travaux de la Conférence.

Le Burundi se trouve honoré ce jour, grâce à l'aimable invitation de Monsieur Graziano da Silva Directeur général de la Fao, adressée au Gouvernement du Burundi à prendre part à cette 38ème session de la Conférence de la FAO. En effet, le Gouvernement avait souhaité envoyer Madame la Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, pour délivrer elle-même, ce message. Ayant été empêchée au dernier moment, le Gouvernement m'a désigné pour la représenter et délivrer, en son nom, cette allocution. Je voudrais donc d'entrée de jeu, transmettre à Monsieur le Directeur Général de la Fao, les remerciements du Gouvernement du Burundi pour cet honneur et lui réaffirmer le soutien du Burundi.

Nous examinons aujourd'hui la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture avec le thème principal « des systèmes alimentaires durables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition ».

En ce qui concerne le Burundi, la sécurité alimentaire est très préoccupante ces dernières années. La disponibilité alimentaire accuse un déficit grave. Aussi, la ration journalière des Burundais est dominée à plus de 90 % par des apports pauvres en éléments nutritifs, en protéines, en lipides, etc... Cette situation de malnutrition est la source de beaucoup de maladies dont le Kwashiorkor, le diabète et l'anémie.

Pourquoi cette situation ? qui en sont les premières victimes ? quelles sont les solutions à y apporter ?

Monsieur le Président

Les causes de cette situation sont multiples et les facteurs sont aussi bien exogènes qu'endogènes. Les facteurs exogènes qui causent l'insécurité alimentaire sont entre autres les conditions météorologiques très variables, les prix internationaux très fluctuants, la flambée des prix des aliments et l'inflation croissante des prix à la consommation. Ces facteurs rendent les ménages vulnérables encore plus exposés au risque de connaître la faim.

Les facteurs endogènes sont notamment le manque d'intrants agricoles, le manque de semences améliorées, le faible pouvoir d'achat de la population, les maladies phytosanitaires, la croissance démographique et l'exiguïté des terres cultivables.

Le deuxième problème concerne la non considération du secteur agro-pastoral par la jeunesse. La plupart des jeunes ne cessent de clamer que l'agriculture est réservée aux paysans pauvres.

Le dernier problème concerne l'insuffisance du financement de ce secteur agricole. Au Burundi, ce secteur a toujours reçu une fourchette de financement très négligeable. En 2003, à Maputo, les Chefs d'Etat et de Gouvernement se sont engagés à affecter au moins 10 pour cent de leurs budgets nationaux au secteur agricole. Au départ le Burundi n'avait pas répondu favorablement à cet engagement. En 2009, ce budget était de 2,4%. Il a été rehaussé à 3,7 % en 2010 puis à 7 % en 2011. Actuellement le gouvernement burundais a augmenté l'enveloppe budgétaire allouée au secteur agricole de 7% en 2011 à 11% du budget total de l'Etat.

Le Burundi est un pays où l'agriculture est le pilier de son économie. L'agriculture contribue entre 40 à 56% au produit intérieur brut du Burundi, lui apporte 86 % des recettes d'exportation, fournit 95% de l'offre alimentaire et occupe environ 92% de la population. Plus de 90% des habitants du Burundi dépendent de l'agriculture pour leurs moyens d'existence, si bien que les familles rurales doivent produire leurs propres aliments. Cette majorité est constituée par les jeunes et les femmes.

Par contre, les cultivateurs n'ont pas des industries de conservation et de transformation pour vendre leur production. Faute de cet outil indispensable [industrie de transformation], les cultivateurs se contentent de vendre leurs récoltes à un prix très bas.

Qui en sont les premières victimes ? Ce sont les femmes qui sont la première catégorie d'individus qui s'adonnent à cette activité et qui fournissent des efforts et de l'énergie. Leur santé est affectée. Ce sont aussi des enfants et des jeunes qui constituent à eux seuls plus de 65 % de la population ; ils sont facilement frappés par l'insécurité alimentaire. C'est enfin la nation entière qui est obligée de recourir à l'aide étrangère alors qu'elle a une population jeune et nombreuse.

Les Propositions de solutions peuvent être l'introduction des instruments techniques modernes pour pouvoir bien cultiver afin d'accroître le rendement ; l'autre solution porte sur la sensibilisation des jeunes à pratiquer l'agriculture. Nous ne pouvons pas oublier l'augmentation des moyens financiers et la mise en place des industries de conservation et de transformation.

Monsieur le Président ,

Avant de conclure notre message, nous aimerions souligner les réponses pertinentes que la FAO apporte au Burundi dans le domaine agricole. Le Gouvernement apprécie, à leur juste valeur , les appuis et expériences des partenaires extérieurs visant à combattre et à éradiquer la famine et la malnutrition.

Je vous remercie beaucoup Monsieur le Président de la conférence de votre aimable attention.

Rénovat NDAYIRUKIYE

Ambassadeur et Représentant Permanent
auprès de la FAO.